



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1381

14 mars 2019

- **Droits humains : Doutes sur l'opportunité de solutions durables à l'insécurité, avec la réactivation de la Commission nationale de désarmement**
- **Mise en question de la capacité des autorités à respecter les conditions du nouvel accord de prêt avec le FMI**
- **Les habitantes de Canaan aux abois, alerte le Mofalak**
- **Médias : Le Nouvelliste dénonce une tentative d'atteinte à sa réputation**

>> **Droits humains : Doutes sur l'opportunité de solutions durables à l'insécurité, avec la réactivation de la Commission nationale de désarmement**

La réactivation de la Commission nationale de désarmement, démantèlement et réinsertion (CNDDR), ne portera pas de fruit. Cette nouvelle commission de désarmement n'apportera aucune solution durable à l'insécurité qui règne en Haïti, déclare Marie Yolène Gilles, directrice exécutive de la Fondasyon Je Klere (FJKL). Depuis quelques temps, les cas d'attaques de bandits et d'autres agressions armées se multiplient, à travers le pays, sans aucune disposition institutionnelle de prévention. La Police Nationale d'Haïti (PNH) subit également les violences de bandits armés, semant la mort dans ses rangs. Elle serait impuissante à faire face à ce regain d'insécurité sous de nouvelles formes. Il se dit que certaines autorités seraient de connivence avec les gangs armés. La presse nationale relate seulement une partie de ces multiples cas d'agressions armées qui tendent à prendre de l'ampleur. Tous les jours, les familles rapportent des cas de proches, victimes de ces violences armées. Beaucoup de voix se demandent qui a intérêt à alimenter ces gangs en armes et munitions qui opèrent à visage découvert, bénéficiant de l'impunité institutionnelle. Ils tendent à faire régner leurs propres lois dans divers quartiers, notamment dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Le 8 mars, très tôt dans la matinée, des tirs ont créé la panique, particulièrement au nord et à l'ouest de Port-au-Prince, dans les environs de Cité Soleil ainsi qu'à La Saline près d'une grande station de

transports publics. « Nous ne devons pas renouveler une commission, qui n'a pas donné de résultats ». L'initiative présidentielle, de réactiver la Commission nationale de désarmement, démantèlement et réinsertion (CNDDR), serait entreprise dans le but de leurrer la population, critique la FJKL, qui déplore également une absence de volonté réelle pour effectuer un désarmement total. « Nos frontières sont aujourd'hui livrées aux gangs armés et les zones de non droit se multiplient, malgré le support apporté par la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (Minustah) à l'État haïtien en 2004 », signale-t-elle. La présence de mercenaires armés il y a un mois, sur le territoire en dit long sur les contours de la politique de désarmement, annoncée dans le pays, critique-t-elle. La Fondasyon Je Klere recommande aux autorités de mettre en place un bon service de renseignements ainsi qu'une structure, qui contrôle la circulation des armes à feu sur le territoire national et les frontières. Elle encourage à consolider la capacité de la Police Nationale d'Haïti, pour qu'elle soit plus opérationnelle. C'est le lundi 11 mars, au Palais national, qu'a eu lieu l'installation des 9 membres de cette nouvelle commission de désarmement. Article :

[Doutes sur l'opportunité de solutions durables à l'insécurité en Haïti, avec la réactivation de la commission nationale de désarmement, anticipe la Fjkl](#)

>> **Mise en question de la capacité des autorités à respecter les conditions du nouvel accord de prêt avec le Fmi**

Plusieurs économistes doutent de la capacité des autorités à souscrire aux conditions, stipulées dans

le récent accord de prêt concessionnel avec le Fonds monétaire international (FMI), d'un montant de 229

millions de dollars américains. Il s'agit d'un support politique de poids au gouvernement en Haïti, quelques jours après les manifestations de début février 2019, qui réclamaient la démission du président Jovenel Moïse. « Mensonges, le FMI nous passe en dérision. Il sait bien que, pour avoir un demi-point de pourcentage de croissance, il faut investir, en Haïti, au moins 300 millions de dollars américains sur une année. Trop petit et trop tard, ce type de prêt est accordé aux pays misérables et qui ont failli », a souligné l'économiste Eddy Labossière. Aide aux plus vulnérables, avec des fonds pour les cantines scolaires, lutte contre la corruption, dispositions pour assurer une bonne gestion et un assainissement pertinent des finances publiques, réduction du déficit budgétaire comme stratégie pour promouvoir une plus grande stabilité économique et une dette soutenable : telles sont les conditions fixées par le FMI pour accorder ce prêt de 229 millions de dollars américains, à 0% d'intérêt. Le montant annoncé sera progressivement décaissé, sur trois ans, en contrepartie des objectifs réalisés (de l'atteinte des cibles mesurables). C'est le résultat d'une mission du FMI, conduite par Chris Walker, à Port-au-Prince, du 25 février au 8 mars 2019. « L'accord, auquel nous sommes arrivés, vise

à aider Haïti à surmonter son état actuel de fragilité et à alléger la précarité des plus vulnérables. Nous avons placé la protection sociale fermement au cœur de l'accord. Une fois les mesures, dont nous avons convenu, seront mises en œuvre avec succès, les plus pauvres d'Haïti seront les premiers à en bénéficier de façon tangible ». Cette mission fait suite aux mobilisations antigouvernementales, qui ont paralysé le pays du 7 au 18 février. C'est l'application des mesures justement préconisées par le FMI, qui avait provoqué les violentes émeutes. Le Ministre de l'économie et des finances, Ronald Décembre, annonce un plan de réforme sur 3 ans, pour parvenir à l'élimination de la subvention de l'État à l'Electricité d'Haïti (EDH), pour un montant annuel de 10 milliards de gourdes. Le ministère de l'économie envisage également un plan, devant orienter les taxes prélevées sur les produits pétroliers vers les petites bourses. Or, la dette de l'État aux compagnies pétrolières s'élève à 5 milliards de gourdes. Le déficit budgétaire public a déjà atteint 8 milliards de gourdes, 5 mois après le début (le 1^{er} octobre 2018) de l'exercice fiscal 2018. Article : [Le FMI décaissera 45,3 millions de dollars avant le mois de septembre](#)

>> Les habitantes de Canaan aux abois, alerte le Mofalak

A l'occasion de la journée internationale des droits des femmes, le 8 mars, Rose Myrtha Norvilus, coordonnatrice adjointe du *Mouvman fanm lakay ann aksyon (Mofalak)* déplore que les habitantes de Canaan (au nord de la capitale) n'ont pas accès aux services de base, . Les bandits profitent de l'absence du courant électrique public pour violer les femmes et les jeunes filles. Les cas de grossesses précoces sont nombreux à Canaan et Jérusalem. « Chaque jour, on compte des cas de violences conjugales, subies par les femmes de la part de leurs maris ou de leurs conjoints, à cause de leur faible pouvoir économique ». Beaucoup de ces femmes sont dans

l'incapacité de répondre aux besoins de leurs enfants, notamment le paiement de leurs frais scolaires. Le mauvais état des latrines augmente le risque de maladies infectieuses chez les femmes, qui dorment dans des maisons précaires, recouvertes de bâches. Le seul centre de santé existant dans la zone est incapable de fournir les soins nécessaires à la population, à cause du dysfonctionnement de ses services. Le *Mouvman fanm lakay ann aksyon* invite les femmes à s'engager dans les espaces de décisions pour changer leurs conditions de vies.

>> Médias : Le Nouvelliste dénonce une tentative d'atteinte à sa réputation

Après les déclarations mensongères et diffamatoires de l'ancien président Michel Martelly (14 mai 2011 - 7 février 2016), une campagne de diffusion d'un chèque, libellé au nom du journal, est alimentée sur les réseaux sociaux, condamne « Le Nouvelliste » Cette campagne viserait à poursuivre, « sous une

nouvelle forme pernicieuse », une tentative d'atteinte à sa réputation et à son honneur, dénonce le quotidien haïtien, « Le Nouvelliste », dans une note explicative.

Article : [Le Nouvelliste dénonce une tentative d'atteinte à sa réputation](#)

A lire également :

- [Sans corset, le propane continue son expansion...](#)
- [La cantine scolaire était la dernière arme des producteurs locaux](#)
- [Le Dr. Rodolphe Mallebranche et le système de santé haïtien, entre nostalgie et optimisme](#)
- [Football senior masculin/Ligue des Nations de la Concacaf : Haïti vs Cuba, le dimanche 24 mars 2019, à Port-au-Prince](#)